

Proposition pour le colloque : « PENSER L'EMANCIPATION » - Colloque international et interdisciplinaire, Troisième édition, 28-30 janvier 2016, Université Libre de Bruxelles

« Quelle convergence des luttes face à l'approfondissement de la crise ? »

Proposition faite par

Sylvie Capitant, Maître de conférences en sociologie, IEDES-UMR Développement et sociétés, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne : scapitant@univ-paris1.fr

Abdoulaye Ouedraogo, enseignant chercheur, université de Ouagadougou, abdou_ouedraogo@yahoo.fr ou abdouedraogo@issp.bf

Vent contestataire au Burkina Faso : de l'alternance à l'alternative ?

Le 30 et 31 octobre 2014, le Burkina Faso connaît une mobilisation exceptionnelle conduisant à la fuite des principaux dignitaires du « régime » en place depuis 1987. Cet événement contestataire s'inscrit à la suite d'une longue série de mobilisations diverses et répétitives (justice pour Norbert Zongo-98, lutte contre la vie chère-2000, protestations contre la mort d'un jeune dans un commissariat-2011, luttes urbaines-2013). Depuis le 30 octobre, ce mouvement s'est prolongé par une redynamisation des actions collectives, institutionnalisées ou non: désobéissance civile, blocages spontanés, mécontentement de rue, sit-in pour dénoncer la nomination de ministres, grèves multiples (secteurs miniers, secteur des boissons), recours accru aux occupations et parfois aux attaques de site, notamment miniers. L'exemple burkinabè spécifique mais partageant néanmoins quelques traits communs avec d'autres situations (Burundi, RDC, Guinée etc.) sera l'occasion de s'interroger sur les reconfigurations du rapport au politique en Afrique subsaharienne aujourd'hui.

Alors que la recherche africaniste s'est largement penchée sur la vague de démocratisation dans les années 90, l'occurrence répétée sur le continent de « contestations » plus ou moins massives, plus ou moins institutionnalisées, plus ou moins spontanées, plus ou moins politiques, plus ou moins couronnées de succès conduit à s'interroger sur la possibilité d'une reconfiguration de la citoyenneté encouragée par une conjonction de facteurs : accroissement des inégalités économiques et sociales, renforcement des modèles d'exploitation capitaliste transnationale incarnée en Afrique de l'Ouest aujourd'hui pour le secteur minier, essoufflement du modèle de gestion politique dans lequel les manifestants deviennent les légalistes gardiens de la constitution républicaine, remise en cause des politiques d'aides internationales de plus en plus dépassées par les transferts privés, meilleure conscientisation du fait d'une alphabétisation et urbanisation croissantes, de la maturité des médias et de la crise du modèle démocratique en Afrique (S. Scrive).

Cette communication se propose donc d'explorer, à propos de l'exemple du Burkina Faso, mais sans s'interdire de recourir à des comparaisons, l'hypothèse d'une montée en puissance des formes de mobilisations, de contrôle citoyen ou d'une « citoyenneté insurgée » (J. Holton) en Afrique subsaharienne dont les résultats sont très loin d'être prévisibles, mais qui poussent le système à s'adapter. Les manifestants burkinabè aiment à déclarer que « plus rien ne sera jamais plus comme avant ». Cette communication ambitionne de se saisir de cette formule somme toute assez propagandiste pour y répondre de manière scientifique en mêlant analyse socio-politique menée par les auteurs depuis une dizaine d'années et premiers éléments d'une enquête de terrain menée auprès des protagonistes des manifestants une semaine après les événements du 30 octobre.

Cette communication s'inscrirait dans la troisième session du colloque.